



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Arrêté préfectoral portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas  
prévu à l'article R.122-18 du code de l'environnement  
du projet de modification du plan de prévention des risques inondation de la rivière Marne  
sur la commune de Château-Thierry

**LE PRÉFET DE L' AISNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 122-4, L 122-5, R.122-17 et R.122-18 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 novembre 2014 nommant M. Raymond LE DEUN, Préfet de l'Aisne ;

VU la demande d'examen au cas par cas relative à la modification du Plan de prévention des risques inondation sur la commune de Château-Thierry, déposée par le directeur départemental des territoires de l'Aisne et reçue le 04 mars 2015 ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 09 mars 2015 ;

**CONSIDÉRANT** que les phénomènes naturels concernés par cette modification de PPR sont les inondations de la rivière Marne ;

**CONSIDÉRANT** que la totalité du territoire de la commune de Château-Thierry est couverte par cette modification ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions d'urbanisation qui peuvent être mises en œuvre dans le cadre de la modification de ce plan ne sont pas susceptibles d'avoir des effets négatifs significatifs sur les enjeux environnementaux présents ;

**CONSIDÉRANT** que la mise en œuvre de ce plan n'est pas susceptible d'entraîner des effets notables sur l'environnement ou sur la santé humaine, mais qu'au contraire elle limite l'exposition des biens et des personnes aux risques naturels.

.../...

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La modification du plan de prévention des risques inondation de la rivière Marne sur la commune de Château-Thierry n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

### ARTICLE 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan peut par ailleurs être soumis.

### ARTICLE 3 :

En application de l'article R.122-18 précité, la présente décision sera jointe au dossier du projet de modification du plan considéré, mis à la disposition du public dans le cadre de la consultation du public prévue au code de l'environnement.

### ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la Préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Aisne.

Laon, le **01 AVR. 2015**

( Le Préfet de l'Aisne

  
Raymond LE DEUN

### Voies et délais de recours

Recours gracieux (formé dans un délai de deux mois) :  
Monsieur le préfet de département de l'Aisne  
2, rue Paul Doumer – 02 010 LAON Cedex

Recours contentieux (formé dans un délai de deux mois) :  
tribunal administratif d'Amiens  
14, rue Lemerchier – 80011 AMIENS Cedex